

débat *militant*

Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR

N° 158 21 juin 2007

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@lcr-debatmilitant.org | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Fabienne Autan, Charles Boulay, Serge Godard,
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

[Accès au site Débat militant](#)

L'opposition à Sarkozy n'est pas au Parlement, mais dans les entreprises, les quartiers, les facs...

Le 2^{ème} tour des législatives a déjoué tous les pronostics. Les électeurs ont démenti la logique du quinquennat voulu par la droite et la gauche pour amplifier le résultat de la présidentielle. Il y a là pour Sarkozy un petit grain de sable, un premier incident de parcours, sans grande incidence certes, mais qui indique les contradictions et les faiblesses de sa politique.

Il ne lui aura pas fallu longtemps pour rebondir et contre-attaquer. Avec le gouvernement Fillon 2, Sarkozy se permet de faire ce que n'a jamais osé la gauche, nommer ministre une Fadela Amara ou une Rama Yade. Devant ses députés, il insiste sur les reniements en politique, visant le PS pour continuer de le vider de toute substance, lui qui n'a justement cessé de renier non seulement ses promesses, mais ce qui est censé être sa propre identité. N'en déplaît à ceux qui attendaient une politique à la Thatcher, Sarkozy se positionne bien plus comme le Blair de la droite, entraînée dans la prétendue modernité du capitalisme libéral. La défaite de Juppé n'en est que plus vite oubliée.

Ce faisant, dans la continuité de sa campagne où il n'a pas cessé de susciter des illusions, de dire tout et son contraire, il accumule contradictions et éléments de crise, en jouant sans retenue de la duplicité. Il tente de les masquer en se plaçant au-dessus des clivages. « *On n'a pas le droit d'être sectaire, on doit être généreux, on doit être ouvert, on doit associer ceux dont on a besoin* », dit-il, tout en recevant Le Pen, comme pour remercier son électorat sans lequel il n'aurait pas été élu, dans un geste qui veut signer aussi la fin du Front national. Devant les parlementaires de l'UMP, il refait son numéro sur la valeur travail, et développe le fond de son programme : « *je veux conduire une autre politique pour répondre au défi de la mondialisation* », c'est-à-dire défendre dans ce cadre la bourgeoisie française.

Le PS, face à lui, est tétanisé, inaudible, partageant sur le fond cette même ambition. Les électeurs qui lui ont offert un « sursaut » électoral lui ont fait sans doute un cadeau empoisonné tant il est renvoyé dans les cordes, incapable d'utiliser sa force pour représenter une réelle opposition.

Contradictions et faiblesses de Sarkozy

C'est bien ce vide qui permet à Sarkozy de glorifier ses propres « audaces ». Mais cela ne cache pas ce premier désaveu sur le terrain électoral. Le groupe UMP perd de nombreux députés, et avec 40 % d'abstentions, plus de 9 millions de voix pour l'UMP se sont évaporées entre la présidentielle et les législatives. A peine est-il élu, sa démagogie sur la « valeur travail » commence à se révéler comme telle, laissant voir les attaques contre les salariés. Deux des premières mesures annoncées, augmentation de la TVA et franchise médicale, ont été aussitôt désavouées dans les sondages d'opinion. Raffarin le reconnaît en déclarant « la TVA sociale nous a fait perdre 60 députés ».

Sarkozy va de l'avant et Fillon annonce sa politique de classe : « on a gagné, on a la majorité absolue, on

va pouvoir faire les réformes ». « A partir d'octobre, les heures supplémentaires seront libres et détaxées », l'augmentation de la TVA n'est pas abandonnée, « nous étudierons sans tabou, toutes les pistes pour financer la protection sociale et les services publics », « sans tabou » c'est-à-dire en poursuivant les exonérations en faveur du patronat, en route aussi le « paquet fiscal », cadeaux pour les plus riches, la franchise médicale, la fin de l'augmentation légale du SMIC, le service minimum contre la grève dans les transports, etc.

Alors, Sarkozy et Fillon parlent autant du travail parce qu'ils savent qu'ils doivent duper les travailleurs pour faire accepter ces mesures au service du Medef, sans provoquer un nouveau décembre 1995 qui avait eu raison de Juppé. Comme leur rappelle ce bon M. Chérèque : « la réussite d'une réforme dépend autant de la pédagogie et de son explication que de la réforme elle-même ».

Leur démagogie populiste vise à masquer le fond de leur politique, dans la droite ligne de Raffarin qui invoquait « l'esprit de mai » pour se dire au-dessus des clivages en s'appuyant sur le ralliement de la gauche au vote Chirac, et dans la continuité du « dialogue social » permanent pour associer les directions syndicales à des « diagnostics partagés ».

Quand ils parlent de rupture, Sarkozy et Fillon, là encore, tentent de donner le change... En réalité, comme leur prédécesseur, ils cherchent à déminer toutes les oppositions. Ils les intègrent à leur équipe, avec l'ouverture aux ministres de gauche, presque un cinquième du gouvernement. Ils se donnent à leur tour les moyens de parler en rassembleurs au-dessus des partis. Ils poursuivent le dialogue social. Leur populisme indique bien leur crainte de la riposte des salariés et de la jeunesse.

Mais pour l'instant, ils sont d'autant plus à l'aise qu'ils peuvent profiter largement de l'absence d'opposition, y compris sur le terrain syndical. La rencontre entre patronat et syndicats de mardi a abouti à une déclaration commune annonçant la volonté partagée par tous de « négocier », pendant des mois, sur le contrat de travail, l'assurance-chômage, la « sécurisation des parcours professionnels », et la représentativité syndicale ! « Comme diraient les ados aujourd'hui, c'est énorme » a déclaré L. Parisot à l'issue de la rencontre, « Nous savons tous que nous pouvons aboutir à un accord structurant la vie économique et sociale de notre pays ». B. Thibault ne conteste pas, se contentant de déclarer « aujourd'hui, nous avons fait le plus facile... tout le monde n'attend pas les mêmes objectifs de cette discussion ». Certes, mais le piège est en place : faire accepter à tous une « négociation » à froid, sans rapport de forces, dont le patronat ne peut que sortir gagnant, et sur laquelle le gouvernement fait pression, annonçant qu'il règlera les problèmes par la loi si la négociation n'aboutit pas.

Le trompe l'œil des résultats de la gauche

De ce point de vue, le « sursaut » parlementaire du PS entérine paradoxalement son effondrement comme parti de gauche. Il n'y a pas de retour de la gauche, au sens d'une force politique ayant un quelconque lien avec le monde du travail. Certains croyaient, il y a cinq ans, que la cure d'opposition gauchirait le PS, il a apporté sa réponse. Ses résultats ont été obtenus avec les voix du MoDem, et en profitant de l'abstention d'une partie des classes populaires qui s'était faite bluffer par la démagogie de Sarkozy et qui n'est pas revenue voter pour les candidats UMP.

Le PS n'a rien fait pour s'opposer à la politique de Sarkozy, à part s'être présenté opportunément pendant trois jours comme « anti TVA sociale ». Il a profité de sa position et du scrutin majoritaire qui en fait le seul parti d'opposition parlementaire. Mais entièrement occupé à ses déchirements internes, persuadé par avance de sa propre défaite, il est finalement le plus surpris de la bonne aubaine.

Ségolène Royal comptait bien s'appuyer sur la défaite pour accentuer sa pression dans le sens d'une refondation du PS, autour d'elle, en parti centro-socio-libéral, d'alternance à l'américaine, dans un bipartisme renforcé. Mais F. Hollande n'entend pas se laisser doubler. A la question « Voulez-vous créer une UMP de gauche ? », il répond « Oui, un grand parti qui irait de la gauche jusqu'au centre ». C'est la même course vers le MoDem qu'il reprochait il y a quelques jours encore à S. Royal, et que partagent tous les dirigeants, éléphants comme « jeunes lions » à la Montebourg, déjà affamés par 2012.

De son côté, le PCF est tout aussi surpris d'avoir sauvé tant de députés, après les 1,93 % de la présidentielle. Mais la question des perspectives rouvre la crise immédiatement. M.G. Buffet évoque le « rassemblement de toute la gauche », le « réveil de la gauche », la « mobilisation de la gauche »... la gauche chantée sur tous les tons, au moment où le PS court vers sa droite ! Ce but, dont l'objectif réel est de se préserver pour les élections municipales, tourne le dos aux aspirations de nombreux militants qui, comme

leurs collègues de travail, sont en train de faire les bilans, de voir que le vrai problème, c'est la défense des intérêts des travailleurs, avoir une politique pour faire pression sur le pouvoir, pour les luttes.

Pour que le monde du travail défende ses propres intérêts sur le terrain politique

A l'issue de cette séquence électorale, les classes populaires gardent intactes leurs forces. Une nouvelle situation politique se met en place, dans laquelle la seule opposition au gouvernement et au patronat est dans les entreprises, dans les quartiers, dans la jeunesse, sur le terrain de la lutte de classe.

Il serait étonnant que le PS utilise ses positions parlementaires pour appeler à la riposte. Les cinq années qui viennent de passer ont largement démontré qu'il partageait trop le fond des réformes libérales pour les contester réellement, sauf sous la forme de batailles stériles d'amendements quand il était poussé par les mobilisations.

Cette riposte, c'est à nous de la prendre en main avec tous les militants anticapitalistes, les équipes syndicales combatives, les militants du mouvement antilibéral, la génération qui s'est formée dans la lutte contre le CPE.

Pour préparer les luttes, une vaste bataille de l'opinion est nécessaire contre le gouvernement qui présente ses réformes comme représentant l'intérêt général : il s'agit de démonter les mensonges et la démagogie de Sarkozy et Fillon, comme le mouvement social avait su le faire sur la question des retraites ou sur le Traité constitutionnel européen.

Nous avons des points d'appui, à commencer par la riche expérience accumulée dans les batailles de ces dernières années : l'organisation en collectifs interprofessionnels contre la réforme des retraites ; la politisation à la base menée dans les réunions pour décrypter et contester le TCE ; la mobilisation démocratique de la jeunesse contre le CPE qui avait osé contester le parlement et Chirac, les obligeant à se désavouer eux-mêmes.

A travers le regroupement pour discuter et affirmer nos droits, au cœur des résistances et des luttes, l'enjeu est de construire une opposition de classe, extra-parlementaire, à la politique du gouvernement et du Medef, d'encourager la convergence des luttes de tous les salariés, contre les licenciements, contre le blocage des salaires, pour nos droits sociaux et démocratiques.

Franck Coleman



Si **débat***militant* te plait, n'hésite pas à le diffuser
et à le faire circuler, fais le connaître à tes amis,
propose leur de s'abonner...